

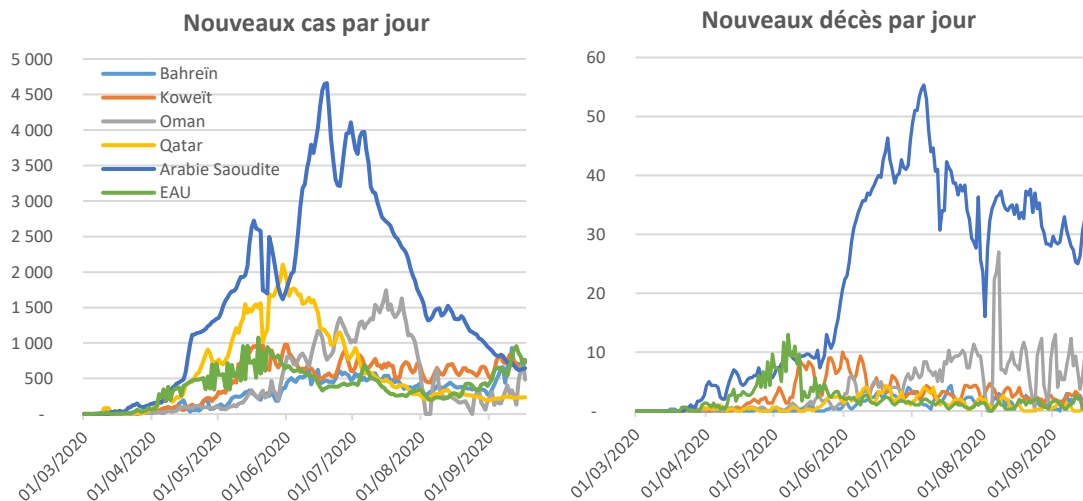


Brèves économiques de la Péninsule Arabique

Semaine du 11 au 17 septembre 2020

Brèves régionales

- Au 16 septembre, 782 453 personnes ont été contaminées dans les pays du CCEAG depuis le début de la pandémie de Covid-19. L'OMS dénombre 6 571 décès dans la région.



- Suite à la normalisation de leurs relations diplomatiques, **Israël souhaite proposer aux Emirats de promouvoir auprès de l'Arabie saoudite la construction d'un pipeline terrestre** pour faciliter les exportations d'hydrocarbures en évitant le détroit d'Hormuz et le canal de Suez. Le futur pipeline s'appuierait sur celui de l'entreprise israélienne EAPC qui relie le port d'Eilat, situé sur la mer Rouge, à la mer Méditerranée. 9 % du trafic maritime de pétrole et 8 % de celui de gaz naturel passaient par le canal de Suez ou le pipeline SUMED égyptien en 2017, selon Platts.
- **Le 14 septembre, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a fêté ses 60 ans d'existence.** L'OPEP a été fondée à la conférence de Bagdad en 1960 par l'Arabie Saoudite, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Venezuela. L'Organisation compte désormais 13 membres et a installé son siège à Vienne. Une réunion y est prévue ce 17 septembre pour décider des suites à donner à l'accord OPEP+ d'avril qui a entériné une baisse de la production de pétrole afin de maintenir les prix pendant la crise.

Arabie Saoudite

- « Les experts du Fonds monétaire international se trompent et **l'économie saoudienne fera mieux cette année que les prévisions pessimistes du FMI** d'une contraction de la croissance saoudienne de 6,8% » a déclaré mercredi le ministre saoudien des Finances, Mohammed Al-Jadaan. Cette déclaration est survenue au cours d'une discussion virtuelle organisée par le Forum économique mondial entre le ministre Al-Jadaan et Kristalina Georgieva, la directrice générale du FMI. «*Nous terminerons probablement 2020 avec une croissance négative, mais elle se situera probablement dans la partie supérieure des attentes de l'OCDE concernant les membres du G20* », a déclaré le ministre saoudien, ajoutant que 2021 verrait "une croissance très saine". Le FMI a prévu une croissance de 3,1% pour l'Arabie saoudite l'année prochaine.
- Le Ministère saoudien des Ressources humaines et du Développement social a fait paraître lundi 14 septembre une série de décisions concernant la nécessité d'une égalité de traitement et de salaires entre hommes et femmes dans le secteur privé. «*Il est interdit à un employeur du secteur privé de discriminer les travailleurs sur la base du sexe, de l'âge ou du handicap en ce qui concerne les conditions de travail lors de leur embauche* », a déclaré le Ministre Ahmed bin Sulaiman Al-Rajhi.
- **Saudi Telecom Company (STC) prévoit d'introduire en Bourse jusqu'à 30% de son unité de solutions numériques aux entreprises**, *Solutions by STC*, d'ici la fin de l'année prochaine. L'opération pourrait valoriser l'entreprise à environ 10 Md SAR (i.e. 2,7 Md USD), selon des sources proches de l'affaire. La valorisation finale pourrait être plus élevée en fonction du profit réalisé sur le reste de l'année et de la demande des investisseurs. La société a déjà entamé des discussions avec des banques d'investissement locales et internationales, mais n'aurait pas encore mandaté de banquier conseil. Suite à ces rumeurs, la valeur de l'action STC a augmenté de 3,4% et s'échangeaient à 102 SAR à la fermeture de la Bourse de Riyad (*Tadawul*) le 15 septembre.
- La *Saudi Electricity Company (SEC)* a publié mercredi son cadre Green Sukuk décrivant les paramètres d'émission de titres «sukuks verts». La société d'électricité a déclaré dans un communiqué qu'un portefeuille de projets serait éligible à l'émission sur le marché de titres (sukuks) verts. Les sukuks verts sont des investissements conformes à la loi islamique (Chariah), dans des actifs environnementaux qui peuvent inclure des parcs solaires, des transports et des infrastructures renouvelables. L'Indonésie et la Malaisie ont déjà émis des sukuks verts, mais les émissions de ce type de papier des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) restent faibles. SEC serait le troisième émetteur de sukuks verts du CCG.

Bahreïn

- Bahreïn a émis le 9 septembre pour 2 Md USD d'obligations internationales, une tranche islamique à sept ans et une autre conventionnelle à 12 ans, à respectivement 3,95% et 5,45 %. Compte tenu de la mauvaise notation du royaume (catégorie spéculative pour S&P et Fitch) et du niveau d'endettement (115% du PIB fin juin), les taux obtenus ont été meilleurs que prévus et s'expliquent par les fortes liquidités mondiales. Cela fait suite à une

première émission de 2 Md USD en mai dernier, et devrait assurer à Bahreïn une trésorerie publique suffisante pour cette année.

- Le 11 septembre Bahreïn a annoncé la normalisation de ses relations diplomatiques avec Israël. Les deux pays auraient convenu entre autres d'une ouverture rapide d'ambassades, de vols aériens directs et de partenariats dans la santé, les affaires, la technologie, l'éducation, la sécurité et l'agriculture. Le tour opérateur israélien Issta mentionne des packages de 3 jours vols + hébergement de 500 USD au Sofitel et de 900 USD dans un hôtel de grand luxe, et rappelle les nombreuses antiquités présentes dans le pays.

Emirats arabes unis

- Selon les chiffres compilés par l'OPEP, et à la surprise des opérateurs de marché, **les EAU ont dépassé le seuil de production de brut auquel ils étaient normalement tenus dans le cadre de l'accord OPEP+**, en vigueur depuis avril (limitation de la production pour tous les membres de l'accord à 9,7 M barils/jour). Au cours des quatre semaines de juillet, le pays aurait produit près de 2,9 M/jour, plus que le chiffre de 2,693 avancé par le ministre de l'énergie Suhail Al Mazrouei. Le dépassement du plafond de production concernerait aussi le mois d'août, dans des proportions similaires. La prochaine réunion des pays participants à l'accord OPEP+ est prévue le 17 septembre.
- Au premier semestre, par rapport à l'année dernière, **les bénéficiaires des groupes cotés à Abu Dhabi ont baissé de 32 %, à 3,6 Md USD, et ceux des sociétés cotées à Dubaï, de 54 % à 2,8 Md USD**, selon une étude de Kamco. A Abu Dhabi comme à Dubaï, les banques sont les entreprises qui ont enregistré le plus de bénéfices.
- Selon plusieurs sources familières du dossier, le fonds souverain d'Abu Dhabi serait sur le point d'engager la vente de son portefeuille d'actifs dans le secteur pétrolier et gazier localisés dans plusieurs pays d'Asie du sud-est. Ce portefeuille est valorisé à 2 Md USD.
- Emirates NBD, la première banque de l'émirat de Dubaï en termes d'actifs (136 Md USD), a officialisé la signature d'un protocole d'entente (MoU) avec la banque israélienne Hapoalim (142,2 Md USD d'actifs). Le contenu précis du protocole d'entente n'est pas connu.
- La Bourse d'Abu Dhabi a débuté la cotation d'une obligation souveraine émise par l'Emirat d'Abu Dhabi en trois tranches pour un total de 5 Md USD. La première d'un montant de 2 Md USD, d'une maturité de trois ans et rémunérée avec un coupon de 0,750%, la seconde avec un montant de 1,5 Md USD, d'une maturité de dix ans et rémunérée avec un coupon de 1,7% et la dernière, d'un montant de 1,5 Md USD, d'une maturité de cinquante ans et rémunérée avec un coupon de 2,7%.

Koweït

- La France a été inscrite sur la liste noire des pays dont les résidents ne sont pas autorisés à entrer au Koweït sauf exception. Le passage à la dernière étape du plan de déconfinement (phase 5) a été reporté à une date indéterminée.

- Les frontières terrestres entre le Koweït et l'Arabie saoudite ont rouvert après une fermeture de plus de 6 mois à cause de la crise sanitaire de la Covid-19.
- Selon des sources autorisées reprises par la presse, **le fonds souverain koweïtien détenait des actifs d'une valeur estimée à 515 Md USD au 31 mars 2020** au sein du fonds pour les générations futures (FGF), et gérait en outre un portefeuille d'actifs locaux estimé à 55 Md USD dans le cadre du fonds de réserve générale (GRF). La valeur de ce dernier aurait baissé de 25% sur un an, notamment pour contribuer au financement du déficit budgétaire de l'année 2019/2020.
- Fitch Ratings a confirmé la note A+ de défaut émetteur (IDR) à long terme attribuée à la Kuwait International Bank (KIB), avec une perspective stable et une note de viabilité de bbb-. La KIB est une banque islamique avec un bilan de 7 Md USD.
- Le Conseil d'État français a confirmé que l'Etat koweïtien était bien soumis à l'impôt sur les sociétés pour ses activités de location de bureaux dans la Tour Manhattan située à la Défense. Le montant d'impôt, assorti des intérêts de retard, s'élève à 11,4 millions d'euros.

Oman

- **Les prix à la consommation ont baissé de 1,34% au mois d'août** en g.a. dans le Sultanat, principalement affectés par la chute des prix des transports (-6,23% en g.a.), des « biens divers et des services » (-1%) et des prix du logement, de l'eau et de l'énergie (-0,42%). Pour rappel, l'inflation était déjà négative en glissement annuel lors des précédents mois de juillet (-1,4%) et de juin (-0,73%).
- Dans le cadre du programme d'émission d'obligations islamiques souveraines présenté en novembre 2019, les autorités omanaises ont désigné Bank Muscat et sa filiale spécialisée en finance islamique Meethaq pour préparer la prochaine émission de nouveaux sukuk sur le Muscat Securities Market. Une première émission de sukuk souverains, d'un montant total de 300 M OMR (780 M USD), avait déjà été effectuée en décembre 2019 dans le cadre de ce programme.
- Selon le dernier rapport sur le tourisme du Centre national pour les statistiques, le taux d'occupation des hôtels 3 étoiles et plus était de 15% lors du mois d'août (-65% en g.a.), pour un chiffre d'affaire réalisé de 7,8 M USD (-81% en g.a.). Les touristes omanais ont alors représenté 90% de la clientèle, contre 40% à la même période en 2019.

Qatar

- Lors de son assemblée générale, Industries Qatar (IQ) a annoncé le rachat des parts détenues par Qatar Petroleum (25%) dans Qatar Fertilizer Company (QAFCO), l'un des plus grands producteurs d'engrais au monde, pour un montant estimé à 1Md USD. IQ détiendra ainsi 100% des parts de QAFCO. IQ est un conglomérat détenu par le gouvernement qatarien (51 %) en charge du développement des industries en aval de la production de gaz.
- La seconde partie de la phase 4 du plan de réouverture a débuté le 15 septembre, avec une semaine d'avance. Si le gouvernement présente les mesures comme une avancée dans le plan de déconfinement, en pratique, très peu de modifications ont été apportées depuis le

1er septembre, en particulier sur les conditions d'entrée sur le territoire qatarien, qui restent toujours restrictives, y compris pour les résidents.

- Calculée en glissement annuel, l'inflation a été négative (-4%) en août 2020. Elle demeure en territoire négatif depuis 11 mois. Les prix des loisirs et culture (-23%), et les coûts des logements et électricité (-4,9%) restent orientés à la baisse.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abu Dhabi



Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Publication du Service Economique Régional d'Abu Dhabi

Ambassade de France aux Emirats arabes unis
Etihad Towers, Abu Dhabi
PO Box 4014

Auteur : SER d'Abu Dhabi

Avec le concours des services économiques de Doha, Koweït, Manama, Mascate et Riyad.

Abonnement : jean-hippolyte.feildel@dgtrésor.gouv.fr

© DG Trésor